

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 St Etienne

St Etienne, le 22/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRADIVAL

197 rue DE CHARLIEU
42300 Roanne

Code AIOT : 0054200537

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement TRADIVAL implanté 197 rue DE CHARLIEU 42300 Roanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRADIVAL
- 197 rue DE CHARLIEU 42300 Roanne
- Code AIOT : 0054200537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation d'abattage et de découpe d'animaux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau, déchet, risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		01/03/2021, article 4.2.1		
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 7.4.3	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 8.2.4	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disposition générale	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 8	Sans objet
3	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.1.1	Sans objet
5	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.3.10	Sans objet
7	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 8.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Les systèmes de rétentions doivent être généralisés sous chaque contenant susceptible de présenter un risque pour l'environnement y compris risque de lessivage sur contenant vide. Il est de même pour le stockage du sel en extérieur.
- Une solution pérenne doit être proposée à l'inspection pour le stockage des cuirs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Tours aéroréfrigérantes
Prescription contrôlée : V. Des analyses d'eau pour recherche de légionelles sont réalisées pendant la période de fonctionnement de la ou des tours aéroréfrigérantes, au minimum une fois par an avant l'été. Une synthèse annuelle des résultats et analyses est transmise à l'inspection des installations classées.

<p>VI. Si les analyses d'eau pour recherche de légionelles mettent en évidence une concentration supérieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau (UFC/l), l'exploitant devra stopper immédiatement le fonctionnement du système de refroidissement, en informer immédiatement l'inspection des installations classées et lui proposer des actions correctives adaptées. Si les analyses d'eau mettent en évidence une concentration comprise entre 1 000 et 100 000 UFC/l, l'exploitant devra mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour abaisser la concentration en légionelles en dessous de 1 000 UFC/l. Il réalisera un nouveau contrôle deux semaines après le prélèvement ayant mis en évidence la concentration comprise entre 1 000 et 100 000 UFC/l. Le contrôle sera renouvelé toutes les deux semaines tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs. VII. Tous les résultats des analyses d'eau pour recherche de légionelles supérieurs à 1 000 UFC/l (points II, VI et V) sont adressés dès leur réception à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Analyses sur les deux TAR tous les deux mois, les résultats sont conformes aux prescriptions. Procédure interne : traitement choc si dépassement d'un seuil de 100 UFC. On note un projet pour 2024 de remplacement des deux TAR par des condensateurs adiabatiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions, y compris par les eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une procédure écrite définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs et des traitements des eaux polluées ainsi qu'un inventaire du matériel disponible sera transmis à l'inspection sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>

N° 3 : Prélèvement et consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'usine SICAREV ROANNE est alimentée par une eau provenant de l'usine de traitement d'eau potable de la Roannaise de l'Eau. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. L'établissement ne comprend aucun dispositif de refroidissement en circuit ouvert. Les prélèvements sont limités aux quantités suivantes : 120 000 m³ maximum par an et 450</p>

<p>m³ maximum par jour.</p> <p>Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Les volumes d'eau utilisés pour le calcul de ce ratio sont mesurés par un ou des compteurs propres à l'activité d'abattage et indépendants des ateliers de découpe annexés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Réalisation d'un PSH et d'actions de réduction de la consommation d'eau notamment suppression temporisateurs, changement des pistolets de lavage (début novembre 2023).</p> <p>Le PSH devra être communiqué à l'inspection.</p> <p>La consommation d'eau à fin novembre est de -6% par rapport à 2022.</p> <p>La consommation totale sur 2023 devrait être de l'ordre de 118 000 m³ donc inférieure aux 120 000m³ autorisés.</p> <p>La télétransmission des consommations d'eau sur les différents compteurs du site est en panne depuis trois mois et les devis pour les changer sont en cours.</p> <p>Dans l'attente, il est demandé à l'exploitant de faire réaliser des relevés manuels par le service de maintenance du site.</p> <p>Le ration de consommation d'eau par kilogramme de carcasse est de l'ordre de 5.5L/Kg mais ce ratio intègre l'atelier découpe.</p> <p>Il est demandé de faire le distinguo entre l'abattoir et l'atelier de découpe.</p> <p>Il est noté que la répartition des différents compteurs de consommation d'eau permet cette analyse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de pré-traitement de l'établissement et les ouvrages de stockage du lisier et fumier. L'aire de lavage des bétailières est étanche, couverte et dotée d'un dispositif de lavage sous-pression. Préalablement, au lavage, les véhicules de transport doivent faire l'objet dans la mesure du possible d'un raclage à sec (MTD).</p> <p>Les cuirs, peaux et masques sont stockés après salage dans un local spécifique adapté, ventilé et réfrigéré à 10-12°C. La pente des sols est suffisante pour éviter la stagnation des eaux salées. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour éviter que la charge en sel des eaux d'égouttage des cuirs et de lavage du local viennent perturber le bon fonctionnement de la station de pré-traitement et de la station d'épuration de l'agglomération Roannaise. Les excédents de sel solide sont récupérés à sec.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il existe une problématique récurrente de place pour le stockage des cuirs. Plusieurs palettes en bois contenant des peaux salées sont stockées sous l'aire de lavage des véhicules (occupation d'une des deux pistes de lavage).</p> <p>Préalablement, ces mêmes palettes étaient stockées à l'extérieur et étaient donc soumises au lessivage par les eaux météoriques.</p> <p>Une solution pérenne et conforme aux prescriptions pour le stockage des cuirs devra être proposée à l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 5 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.3.10		
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux résiduaires		
Prescription contrôlée :		
Prescription contrôlée : Débits maxima autorisés : Débit journalier m3/ j 450 Débit horaire de pointe m3/ h 80 Flux maxima autorisés :		
Paramètres organiques	Concentration journalière maximale en mg/L	Flux max journalier en kg/j
Demande chimique en oxygène (DCO)	5777	2600
Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5)	2888	1300
Matière en suspension (MES)	2222	1000
Azote total Kjeldahl (NTK)	320	130
Phosphore total	55	25
SEH	888	400
Cuivre	1	0,45
Zinc	3	1,35
NaCl	2222	1000
Constats :		
<p>Les teneurs en DCO, DBO5, MES, azote et Phosphore respectent les seuils de l'arrêté de référence. Les analyses confiées jusqu'à présent à SUEZ sont désormais confiées à EUROFINs.</p> <p>Les valeurs d'azote et de phosphore marquent une tendance à la hausse sur septembre et octobre. L'exploitant explique ces variations par une alimentation d'automne des animaux plus riche en concentrés d'autant plus que l'année 2023 à été sèche limitant ainsi l'accès à l'herbe.</p> <p>Fluctuation à la hausse de la concentration en NaCl : La mise en place d'une nouvelle procédure avec raclage quotidien, obturation des bouches d'évacuation pendant le travail et lavage à l'eau en fin de semaine semble donnée de bons résultats à confirmer dans le temps.</p> <p>A noter la demande de l'exploitant de voir harmoniser l'unité de mesure des matières extractibles à l'hexane (MEH) entre l'outil GIDAF et l'arrêté de prescription, à savoir l'utilisation du milligramme et pas du microgramme.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 74.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir,

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,

dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Constats :

Des contenants, vides ou pleins, dont certains avec des mentions faisant référence à des produits toxiques ou corrosifs pour l'environnement ont été observés sur plusieurs points de stockages extérieurs.

L'ensemble des stockages extérieurs fixes ou temporaires de produit ou liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est défini par l'arrêté du 01/03/2021.

Ces rétentions sont exigibles même pour les contenants supposés vides mais présentant un risque de lessivage par les eaux météoriques et donc une pollution des eaux superficielles et souterraines.

Il a été constaté que le sel destiné au salage des peaux était stocké en extérieur sans mesure de rétention.

Le stockage de sel que ce soit en big-bag ou en sac doit être réalisé sur une aire étanche et non reliée au milieu naturel directement. En effet, les sels une fois dilués dans l'eau sont des substances potentiellement toxiques pour le milieu aquatique et de ce fait, la présence d'une rétention est

nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 7 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Auto surveillance des installations électriques
Prescription contrôlée : Le contrôle des installations électriques est réalisé toutes les années. Les résultats des rapports d'interventions sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Toutes non-conformités signalées doivent être immédiatement prises en compte par le pétitionnaire.
Constats : Q18 : rapport sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle thermographique des installations électriques
Prescription contrôlée : Un contrôle thermographique des installations électriques est réalisé chaque année. A l'issue d'un contrôle électrique réalisé par thermographie infrarouge, le pétitionnaire est en mesure de mettre à disposition de l'inspection: - le rapport détaillé du contrôle dans lequel figurent les photographies réalisées lors des vérifications, ainsi que les observations du vérificateur - une synthèse dans laquelle seront répertoriées de façon synthétique les anomalies relevées, leur localisation ainsi que les mesures correctrices mises en place pour supprimer ce ou ces points dangereux.
Constats : Q19 : le rapport fait état de 9 anomalies toutes identifiées comme levées au jour de l'inspection. Les fiches anomalies avec le visa du service maintenance indiquant la date de l'intervention de remise en conformité n'ayant pas été présentées, elles devront être transmises à l'inspection sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15jours